

## Chers amis producteurs et productrices de lait, chers sympathisants,

Ce moment fera date dans l'histoire du mouvement des producteurs de lait : des éleveurs laitiers d'Afrique de l'Ouest, côte à côte avec des producteurs européens et militant dans la solidarité pour le même but.

Aussi frappante que soit cette solidarité, elle témoigne aussi d'une triste réalité : des agriculteurs d'Afrique de l'Ouest sont contraints de se rendre à Bruxelles pour protester contre une politique qu'ils n'ont pas choisie et contre laquelle ils ne peuvent pas voter.

Les responsables politiques européens ne sont pas conscients que l'agriculture est pratiquée différemment partout dans le monde. Plus de 50 % de la population d'Afrique de l'Ouest exerce la petite agriculture. À l'opposé, dans de nombreux pays européens, l'agriculture s'appuie sur le progrès technologique, elle est très structurée, intensive et a pour but de produire le plus d'unités possibles au moindre coût.

Certes, on produit du lait sur les deux continents, mais nous vivons dans deux univers économiques radicalement différents. D'un côté, la micro-économie à des fins d'autosuffisance personnelle, de l'autre l'exploitation intensive et la mondialisation. La tentative de réunir ces deux systèmes entraîne des conséquences catastrophiques pour les structures de l'agriculture paysanne en Afrique et pour nous aussi. En fin de compte, tous les agriculteurs sont perdants.

Lors de ma visite au Burkina Faso, il a été très intéressant de voir que les décisions de politique agricole en Europe ont non seulement un impact énorme sur les producteurs de lait européens, mais aussi des conséquences directes sur les éleveurs laitiers des pays tiers, dans ce cas en Afrique de l'Ouest, une des régions les plus pauvres du monde.

Il est donc d'autant plus important que l'EMB poursuive son combat pour des conditions cadres durables et équitables sur le marché du lait. J'ai été impressionné de la façon dont des éleveuses et des éleveurs d'Afrique de l'Ouest ont saisi l'occasion de venir exposer aux responsables de la politique agricole à Bruxelles, avec toute leur énergie et leur frustration, les conséquences négatives qu'ont l'idéologie mercantile néolibérale et surtout l'orientation de l'UE sur les exportations.

Le dialogue avec nos collègues africains m'a fait réaliser à quel point il est important que nous continuions de militer en faveur de notre Programme de responsabilisation face au marché, qui protège des crises laitières et de la surproduction. Il ne s'agit pas seulement de rendre le marché européen plus équitable et plus juste, mais aussi de protéger du dumping nos amis et collègues en Afrique. Pour reprendre une formulation de mon ami Adama Dembele du Mali : « Lorsque vous, les agriculteurs européens, lutez pour vos intérêts, vous défendez automatiquement ceux des agriculteurs africains ! »

*Johannes Pfaller, membre du comité directeur de l'EMB et président du conseil consultatif de l'association allemande des producteurs laitiers BDM*

### EMB Bulletin mai 2019

- Quand quantité et bas prix riment avec dumping  
La régulation laitière « a coûté 2,3 milliards d'euros aux éleveurs européens »
- Lait bio : Attention au risque de surproduction  
Publication de l'étude sur la structure de livraison dans le secteur laitier
- Allemagne : Le lait à l'ordre du jour  
Comparaison des prix du lait de l'EMB : Des écarts de prix élevés entre les laiteries au sein des pays  
Souhaitez-vous recevoir rapidement l'essentiel des nouvelles de l'EMB par WhatsApp ?
- Merci beaucoup pour votre engagement et votre soutien !  
Vous pouvez nous trouver sur Facebook

### Contact

#### EMB - European Milk Board asbl

Rue du Commerce 124  
B-1000 Brussels

Phone.: +32 - 2808 - 1935

Fax: +32 - 2808 - 8265

[office@europeanmilkboard.org](mailto:office@europeanmilkboard.org)

[www.europeanmilkboard.org](http://www.europeanmilkboard.org)

## Quand quantité et bas prix riment avec dumping

### Les éleveurs laitiers africains exhortent l'UE à limiter sa surproduction

@ EMB

« En Afrique, le lait n'est pas juste important, il est extrêmement important. »

En prononçant ces mots, Korotoumou Gariko, productrice de lait et dirigeante d'une mini-laiterie au Burkina Faso, pose un regard sérieux droit devant elle, vers la scène. C'est ici, près du bâtiment du Conseil de l'UE à Bruxelles, que se sont rassemblés ce 10 avril ses collègues du Mali, du Sénégal, de Mauritanie et du Niger aux côtés d'agricultrices et d'agriculteurs européens et d'une large coalition d'organisations de la société civile. Dans une déclaration commune, ils exhortent l'UE à éviter à l'avenir les surplus nocifs et le dumping.

Ce sont surtout les importations croissantes de lait écrémé en poudre enrichi en matières grasses qui posent un problème à la production locale en Afrique.

« Au Niger, nous ne sommes pas satisfaits de la mauvaise qualité des produits laitiers importés. Ils sont enrichis avec de l'huile de palme, sans que la population n'en soit informée », explique Wouro Habsatou Aboubacar, éleveuse laitière et fondatrice d'un réseau laitier régional, pour décrire la situation dans son pays. Ce faisant, elle tient dans ses mains une vache miniature aux couleurs du Niger. L'huile de palme est 12 fois moins chère que la matière grasse du lait. Pour les producteurs locaux, il est presque impossible de concurrencer ces importations à bas prix. Au Burkina Faso, par exemple, un litre de lait local pasteurisé coûte l'équivalent d'environ 91 centimes, contre 34 centimes pour un litre de lait tiré d'un mélange de poudre.

Les organisateurs de la manifestation n'entendent pas condamner indistinctement toutes les importations, mais un équilibre est nécessaire et les importations à bas prix ne doivent pas prédominer. Les premières réactions des représentants de la Commission européenne aux revendications des producteurs africains laissent toutefois entrevoir que les conséquences négatives des importations à bas prix sont toujours largement sous-estimées ici.

Pour Koen Van Troos de *Vétérinaires Sans Frontières*, co-organisateur de la manifestation de Bruxelles, il est très important que les mentalités changent dans l'UE : « Notre travail sur place, qui consiste par exemple à fournir des prestations vétérinaires et des mesures d'amélioration de l'accès au fourrage et de développement de la chaîne de création de valeur du lait, ne peut avoir qu'un impact réduit si la politique de l'Union européenne n'évolue pas », dit M. Van Troos.

Il faut mettre un terme à la forte surproduction qui caractérise l'UE et qui provoque de nombreuses crises ici aussi. C'est pourquoi les représentants de l'European Milk Board, l'association européenne des producteurs de lait, appellent de leurs vœux l'intégration d'un instrument de gestion de crise dans la politique agricole commune de l'UE.

En Afrique de l'Ouest, la production laitière locale possède un potentiel important d'emploi et de revenu qui nécessite d'être développé davantage et qu'on doit cesser de menacer. À ce sujet, l'éleveuse laitière Korotoumou Gariko souligne le gros problème que représenterait pour les familles la fin de la production laitière locale en Afrique de l'Ouest : « Ce sont surtout les femmes qui travaillent dans le secteur laitier. L'argent qu'elles gagnent leur permet de nourrir leur famille et d'envoyer leurs enfants à l'école. Ainsi, si l'on tue le lait au Burkina Faso, on tue aussi les familles. »

*Silvia Däberitz, EMB. Article paru dans la Bauernstimme de 05/2019*

#### Vidéos sur les actions

Communiqué de presse de l'EMB : « Ne pas exporter les problèmes de l'UE en Afrique ! »

---

## La régulation laitière « a coûté 2,3 milliards d'euros aux éleveurs européens »

© EMB

Les éleveurs « plumés de 2,3 milliards d'euros » par la Commission européenne au profit des transformateurs laitiers ? Selon Agriculture stratégies, qui a mené une étude sur la gestion de la crise laitière de 2015 et 2016, la politique de stockage public de poudre de lait conduite par l'Union européenne aurait coûté 2,3 milliards d'euros aux éleveurs laitiers européens !

« Plus qu'une perte pour les producteurs, il s'agit d'un transfert de valeur depuis les producteurs vers les transformateurs », affirme le think tank.

Comment mieux gérer les crises de marché dans l'Union européenne ? C'est la question à laquelle le **think tank Agriculture stratégies** a répondu dans le cadre d'une étude commanditée par le député européen Eric Andrieu pour alimenter ses propositions de **réforme du règlement OCM**, l'un des trois règlements de la **PAC**.

Dans cette étude, Jacques Carles, président d'Agriculture stratégies, et Frédéric Courleux, directeur des études, dressent un bilan acerbe de la stratégie de la Commission européenne pour remédier à la **crise du lait de 2015 et 2016**. Pour faire face à la crise laitière de 2015 et 2016, la Commission a proposé en juillet 2016 un **programme de réduction de la production laitière** avec une enveloppe de 500 millions d'euros pour récompenser les éleveurs qui s'engageraient sur une période de trois mois.

Le succès de ce plan « est immédiat : alors que l'aide devait être déployée en quatre étapes, 98,8 % des aides sont demandées dès la première, et le prix de la poudre remonte dès l'annonce de la mesure par son impact psychologique sur les anticipations des acteurs du marché », explique Agriculture stratégies.

Le think tank critique surtout la **stratégie d'écoulement des stocks de poudre**, qui ont « dumpé le prix de la poudre pendant plus d'une année ». Selon lui, cette stratégie aura coûté 2,3 milliards d'euros aux éleveurs ! Et l'organisation d'expliquer en détail :

« C'est en septembre 2017 que la Commission décide d'être offensive pour écouler les 350 000 tonnes de poudre stockées. Ce volume est à relativiser : il représente environ 2 % de la production annuelle en Europe. Contrairement aux épisodes de déstockage précédents où plusieurs outils avaient été employés, comme des dons aux associations caritatives ou des aides à l'alimentation animale, la Commission choisit d'écouler la poudre uniquement par appels d'offres. Cette mesure offre la possibilité de vendre en deçà du prix d'intervention ce qui permet d'envisager de liquider très rapidement les stocks en les bradant. »

Agriculture stratégies pointe alors du doigt « une erreur d'analyse » de la Commission « en présumant de l'intérêt des opérateurs économiques à acheter au plus vite ces volumes bradés. »

Les opérateurs ont ainsi préféré profiter de l'effet de dumping des **appels d'offres à prix cassés sur le prix de la poudre** et donc du lait, mettant ainsi en échec la stratégie de la Commission. « Cette dernière a été jusqu'à accepter des offres à 1 050 €/t, très en deçà du prix plancher européen de 1 698 €/t. Et, si les stocks ont finalement été écoulés fin 2018, c'est en grande partie grâce à la sécheresse qui toucha d'importantes zones productrices à l'été 2018. »

*Lire la suite de l'article de Arnaud Carpon, Terre-net Média sur [www.web-agri.fr](http://www.web-agri.fr)*

---

## Lait bio : Attention au risque de surproduction

La production de lait bio est essentiellement développée en Europe et en Amérique du Nord. Le marché états-unien est le premier à l'échelle mondiale pour les produits laitiers bio avec une production annuelle d'environ 1,5 milliard de litres (16,4 % de la production mondiale).

De nombreux producteurs américains ont répondu à l'appel des coopératives afin de combler le manque sur ce marché en forte croissance. On observe une hausse des investissements et une augmentation de la taille des cheptels : d'après l'USDA, le cheptel des vaches laitières bio a progressé de 34 % entre 2012 et 2016 atteignant un cheptel total de 267 523 vaches laitières. Ce marché, très attractif pour les éleveurs laitiers, s'est vite retrouvé saturé puis plombé par une offre trop importante et une chute des cours d'environ 30 % en l'espace de deux années. À la vue de l'essor rapide du marché de produits laitiers en agriculture biologique en Europe, ne doit-on pas s'inquiéter de subir le même sort ?

### **Un marché américain qui s'effrite**

Après des années de croissance rapide, le marché du lait bio aux États-Unis a ralenti en 2017 pour la première fois depuis 2013, signe d'un tassement de la consommation des Américains pour ces produits. Ce recul de la consommation est assimilable à des changements de consommation de la part des citoyens américains, qui s'orientent vers les jus végétaux qu'ils considèrent meilleurs pour la santé : ces derniers ont observé une progression des ventes de 3 % en 2017. Le comportement de certains acteurs de la filière a également participé à la défiance des consommateurs comme l'industriel Aurora Organic Valley, gérant des fermes bio de milliers de vaches, épinglé par l'USDA pour non-respect du cahier des charges du lait bio. Résultat : la croissance des ventes est passée de 40 % en 2013 à 7 % en 2017, avec un prix du lait payé aux producteurs chutant de presque un tiers en 2017. De nombreux producteurs de lait bio se sont vu imposer des limites de production par leur laiterie, afin de désengorger ce marché en déclin.

### **Une situation similaire peut-elle advenir en France ?**

Dans le cadre du plan de filière lait, faisant suite aux États généraux de l'alimentation, des actions portant sur une « montée en gamme » ont été actées, et la volonté affichée est un doublement de la production de lait biologique (+ 600 millions de litres supplémentaires) d'ici 5 ans.

En 2017, la collecte de lait biologique française se situe deuxième à l'échelle européenne, derrière l'Allemagne et devant le Danemark, avec 630,4 millions de litres et a accusé une augmentation de collecte de 11,3 % par rapport à 2016. Ce chiffre correspond à l'arrivée d'un nombre important de nouveaux producteurs, entrés en conversion en 2015. D'après une enquête du Cniel, le milliard de litres de lait bio produit devrait être atteint fin 2019.

Les consommateurs de lait bio (ou de produits à base de lait bio) constituent une cible pour les fabricants de jus végétaux. C'est ainsi que plusieurs industriels laitiers, anticipant l'arrivée à maturité du marché des produits laitiers bio, se sont diversifiés dans ces produits alternatifs. Granarolo, Hochland, Bauer, Agrial... tous ces industriels connus dans la transformation laitière ont investi dernièrement dans le segment végétal. Le développement de ces produits représente une menace pour les producteurs, d'autant que ces modes de consommation pourraient être sous-estimés ! Car si la demande croît en faveur des produits végétaux, les industriels s'aligneront et orienteront leur marketing sur ces produits, délaissant ainsi le lait et ses producteurs car moins intéressants économiquement. Ce phénomène pourrait de plus être accentué par la dérégulation, qui aura poussé certains pays à accroître leurs volumes, et qui se retrouveraient avec des débouchés plus faibles. Les producteurs laitiers français et européens doivent ainsi rester vigilants et ne pas obligatoirement répondre à l'appel de leur laiterie qui les pousse à accroître leur production, pour ne pas subir l'effet du marché comme c'est le cas aux États-Unis.

*Joseph Martin, Organisation des producteurs de lait, OPL-CR*

---

## Publication de l'étude sur la structure de livraison dans le secteur laitier

© EMB

L'enquête sur le secteur laitier réalisée en 2012 par l'Office allemand de lutte contre les cartels a montré, s'il en était besoin, que le marché des achats de lait cru n'était que partiellement fonctionnel. Ce qui est sûr, c'est que les conditions du marché telles qu'elles existent s'exercent uniquement au

détriment des producteurs de lait.

Ce système reposant sur l'obligation de livraison, la garantie de rachat et des prix du lait fixés a posteriori - souvent très en-dessous des coûts de la production laitière - est aujourd'hui monnaie courante et pèse lourdement sur

les producteurs de lait.

Dans ce contexte, MEG Milch Board a chargé l'entreprise de conseil indépendante Lademann & Associates GmbH (L&A) d'analyser les conséquences des conditions de livraison sur la concurrence sur le marché du lait allemand et d'étudier les possibilités d'intervention. L'analyse économique des conséquences de la formation actuelle des prix du lait a permis de

dégager quatre résultats principaux :

1. Une obligation de livraison intégrale associée à une garantie de rachat, qui caractérise encore la majeure partie des volumes de lait cru produits, entraîne un effet d'éviction et favorise la surproduction et la baisse des prix.
2. La modélisation permet de montrer que la structure actuelle du marché, qui permet aux laiteries d'acheter le lait cru fourni pour le transformer et l'écouler, autant que possible, sans tenir compte de l'intégralité des coûts de production, place les producteurs dans une situation bien pire que si les producteurs et les laiteries devaient négocier les prix avant la livraison.
3. La fixation des prix, unilatérale et a posteriori, fait que les laiteries répercutent les incertitudes du marché sur les producteurs. À l'opposé, ceux-ci se trouvent, de manière inhérente, dans une plus mauvaise situation d'accès aux informations importantes sur le marché pour la planification des volumes ; ceci provoque régulièrement l'arrivée de volumes de lait élevés sur le marché, avec pour résultat de fortes fluctuations des prix sur le marché du lait cru.
4. D'un point de vue économique, on peut comprendre la relation entre les laiteries coopératives et les producteurs de lait à l'aide du problème du principal-agent : les laiteries (coopératives), les « agents », poursuivent leurs intérêts propres et n'agissent pas dans le sens des membres de la coopérative, les « principaux ». Dans le même temps, les producteurs poursuivent également des intérêts divers qui ne peuvent être réconciliés qu'au moyen d'un règlement s'appliquant à tous les acteurs pour le bien de tous.

Selon L&A, une fixation contraignante des clauses contractuelles relatives aux prix et aux volumes peut permettre de surmonter cette structure de marché et de livraison, qui existe au détriment des producteurs. L'article 148 de l'Organisation commune des marchés (OCM) constitue une base appropriée pour cela. Nous devons mettre en place des prix et des volumes contraignants pour tous les acteurs afin de stabiliser le marché du lait.

*MEG Milch Board, avril 2019*

**Commentaire de l'EMB :**

*L'introduction obligatoire de contrats en vertu de l'article 148 de l'OCM, qui fixe les prix et les volumes, soutient la position des producteurs de lait dans la chaîne d'approvisionnement et peut donc contribuer à améliorer les structures du marché et les conditions de concurrence. Ici, il serait important que le prix du lait s'oriente aux coûts de production.*

*En outre, le secteur laitier a également besoin de conditions cadres dans le cadre de la politique agricole commune, telles qu'un instrument de crise efficace qui puisse être utilisé en cas de baisse problématique du prix du lait.*

---

## **Allemagne : Le lait à l'ordre du jour**

### **Le BDM présente sa stratégie sectorielle pour 2030**

© BDM

À l'occasion de la conférence de printemps des ministres de l'Agriculture à Landau, l'association allemande des producteurs laitiers BDM a construit, devant l'hôtel où les ministres s'étaient réunis, une cabane en bois portant la devise : « Bâtir l'avenir du marché du lait – les éleveurs laitiers et les responsables politiques main dans la main ».

Les trois étapes de la stratégie sectorielle y étaient matérialisées par les différents étages. Le concept de gestion des crises et l'article 148 de l'organisation commune des marchés, qui doivent être mis en œuvre sans tarder, servaient de fondations. Le premier étage représentait la création d'une organisation interprofessionnelle de l'élevage laitier. Enfin, la maison comportait également un deuxième étage et un toit qui symbolisaient la constitution d'un système de marché du lait à deux niveaux.

Par cette manifestation ciblée et les dimensions imposantes de sa construction (d'une surface de 5x5m et de 6,45m de hauteur), le BDM a réussi à attirer l'attention des responsables politiques sur le fait que les problèmes du marché du lait ne sont toujours pas résolus.

### **Manifestation à Munich en faveur de la biodiversité**

Fin avril, le BDM a organisé une manifestation devant la Chancellerie d'État de Bavière, à l'occasion de la table ronde sur l'initiative populaire pour la biodiversité. Sans une réorientation de la politique agricole, la biodiversité ne restera qu'un vœu pieux.

La priorité accordée actuellement à la compétitivité internationale et aux aliments à bas prix génère des coûts externes qui ne sont pas acquittés par les profiteurs de ce système. Les conséquences sont là : à l'instar des populations d'insectes, le nombre d'exploitations laitières s'est réduit dramatiquement – de 53 % rien qu'entre 2000 et 2017 – en raison d'un déficit permanent de couverture des coûts.

### **Manifestations avec des producteurs de lait du Mali**

Les organisations d'éleveurs laitiers de six pays d'Afrique de l'Ouest, aux côtés de l'European Milk Board (EMB) et de différentes organisations d'aide au développement, sont venues exhorter les responsables politiques européens de Bruxelles à restructurer les pratiques commerciales envers l'Afrique. Nous ne devons pas permettre que les exportations de surplus de la production de l'UE menacent les éleveurs laitiers en Afrique.

À l'issue des manifestations organisées à Bruxelles, Adama Dembele, le porte-parole de la communauté de producteurs de lait du Mali FENALAIT, a visité plusieurs exploitations en Allemagne. À cet égard, tous se sont vite entendus pour dire que la production laitière locale était non seulement importante pour la sécurité et la souveraineté alimentaires, mais était également la solution de la création et du maintien de l'emploi dans les zones rurales, permettant donc de lutter contre la pauvreté et l'exode rural.

*Bundesverband Deutscher Milchviehhalter e.V. (BDM)*

---

## Comparaison des prix du lait de l'EMB : Des écarts de prix élevés entre les laiteries au sein des pays

© wikimedia commons

En mars 2019, les prix au producteur étaient compris entre 22,55 et 39,25 centimes par kilogramme de lait livré. Il existe des écarts de prix importants entre les différentes laiteries et l'évolution des prix varie aussi beaucoup. Cela s'explique souvent par des différences radicales entre les systèmes de formation des prix et par la pratique des arriérés de paiement.

Certaines laiteries en Italie et en Irlande ont fortement augmenté leurs prix au producteur au premier trimestre 2019, alors que d'autres laiteries de la comparaison en Italie, ainsi que des laiteries en Belgique et en Allemagne, ont nettement baissé leurs prix sur la même période.

Dans la plupart des pays, les prix avant suppléments et rabais n'ont presque pas bougé au cours des derniers mois et sont compris entre environ 30 centimes (Autriche, Allemagne, Luxembourg) et 35 centimes par kg de lait.

Entre janvier et mars 2019, les élevages laitiers biologiques ont déclaré des prix au producteur entre 41 et 42 centimes par kilogramme. Le prix du lait bio est ainsi toujours au niveau du dernier trimestre 2018. Les prix pour l'exploitation recensée BE 4 publiés jusqu'ici ont été corrigés avec effet rétroactif.

*La comparaison des prix du lait de l'EMB cherche à garantir une meilleure comparabilité des prix au producteur en Europe. Le schéma de calcul actualisé indique désormais le prix au producteur avec et sans les suppléments et les rabais spécifiques aux laiteries. La valeur standard a été fixée à 4 % de matière grasse et 3,4 % de protéine. Les décomptes mensuels sont aussi corrigés en continu pour tenir compte des arriérés de paiement.*

Karin Jürgens, BAL

---

**Souhaitez-vous recevoir rapidement l'essentiel des nouvelles de l'EMB par WhatsApp ?**

Restez toujours bien informés. L'European Milk Board (EMB) communique sur l'actualité et les évolutions de la politique laitière par des communiqués de presse, par son bulletin d'information, sur son site Internet et Facebook. Et désormais aussi par WhatsApp.

© pixabay

Vous restez ainsi toujours au courant des dernières nouvelles grâce à votre téléphone mobile qui vous accompagne désormais presque partout, de la salle de réunion au tracteur !

**Si vous souhaitez être aussi informés par WhatsApp, vous pouvez vous inscrire auprès de nous :**

1. Enregistrez le numéro +32 (0) 484 53 35 12 dans votre carnet d'adresse sous l'intitulé EMB.
2. Envoyez-nous un petit message par WhatsApp en indiquant votre nom et prénom et la langue souhaitée (allemand, anglais ou français).
3. Nous vous ajouterons à la liste et vous informerons dès cet instant.

Vous pouvez annuler votre inscription à tout moment. Si vous ne souhaitez plus recevoir nos messages, il vous suffit de nous envoyer le message « STOP » par WhatsApp. Nous vous effacerons alors de la liste.

Recevez dès maintenant sur WhatsApp des informations actuelles, un aperçu du bulletin et des photos de rencontres et d'actions !

*Vanessa Langer, EMB*

---

## **Merci beaucoup pour votre engagement et votre soutien !**

© Europäisches Parlament

*Au vu de la fin de la législature du Parlement européen, nous voudrions remercier les députés qui ont activement soutenu un changement d'orientation de la politique laitière de l'UE ces dernières années.*

Les turbulences de ces dernières années ont montré que le marché laitier a besoin de conditions cadres afin d'éviter une surproduction problématique et les crises qui en découlent. Au cours de la dernière législature, vous avez, grâce à votre travail, contribué à atteindre cet objectif.

Nous sommes convaincus que les résultats de votre travail politique auront un effet à long terme.

Merci beaucoup pour votre engagement !

*Le conseil d'administration de l'European Milk Board*

---



**Vous pouvez nous trouver sur Facebook**

---

European Milk Board ASBL

Rue de la Loi 155

B-1040 Bruxelles

Tel: +32 (0)2808 1935

Fax: +32 (0)2808 8265

Mail: [office@europeanmilkboard.org](mailto:office@europeanmilkboard.org)

Document-URL: <http://www.europeanmilkboard.org/https://www.europeanmilkboard.org/francais/bulletin-mai-2019.html>